

Le Parlement européen approuve la Commission Barroso II

- Le Parlement européen approuve la Commission Barroso II
- Retour sur les auditions des Commissaires...
- Du renouveau... au Comité des Régions également
- Nouvel accord de coopération entre le Parlement et la Commission
- Relance de l'Union pour la Méditerranée
- Un Sommet européen à enjeux

Lors de la session plénière à Strasbourg le 9 février, les députés européens ont soutenu massivement la Commission Barroso II, avec 70 % des votants et 106 voix de plus que lors de l'élection de José Manuel Barroso, le 16 septembre dernier. La nouvelle équipe exécutive, qui a pris ses fonctions dès le 10 février, a été élue par 488 voix pour, 137 contre et 72 abstentions, ce qui permet au Collège de disposer d'un large appui des représentants élus pour mener ses travaux jusqu'au 31 octobre 2014.

Le vote d'approbation, intervenu après un long débat, nécessitait une majorité simple des suffrages. Les députés l'avaient lié à la question du renouvellement de l'accord-cadre Parlement/Commission (voir article ci-après). Malgré de nombreuses critiques, les trois grands groupes politiques (PPE, S&D et ALDE) ont voté en faveur de la Commission.

Du côté des sociaux-démocrates, le chef de file du groupe, l'Allemand Martin Schulz a toutefois souligné « *je suis contre Barroso mais je vote pour cette Commission* », au nom du « *réalisme* », alors que les quatorze socialistes français ont choisi de dire « non ». Par réalisme également, et malgré l'opposition sur le fond d'un grand nombre de députés libéraux, le groupe ALDE a soutenu le Collège, à quelques exceptions (françaises) près. Guy Verhofstadt a néanmoins voulu préciser que le soutien du groupe ADLE était « *conditionnel* ». Quant aux autres groupes, les Verts/ALE, la GUE/NGL, le groupe « Europe, libertés, démocratie » (ELD) et les non-inscrits ont voté contre, tandis que le groupe conservateur (ECR) s'est abstenu. Le coprésident des Verts/ALE, Daniel Cohn-Bendit (cf. photo), s'est montré très virulent et s'est emporté face à



Source: Libération

l'attitude des trois grands groupes, dénonçant cette « *coalition des hypocrites* ». « *La plupart des*

Commissaires que nous avons entendus dans les auditions n'avaient ni détermination, ni vision, ni ambition », a critiqué l'eurodéputé français, position soutenue, souvent de manière silencieuse, par un certain nombre de députés européens.

Cette première investiture sous le Traité de Lisbonne marque ainsi la fin d'un processus entamé en juin 2009 avec les élections européennes, suivies de la nomination du Président de la Commission en septembre et des auditions des commissaires en janvier-février. La première réunion du Collège des nouveaux Commissaires est prévue pour le 17 février, après avoir prêté serment devant la Cour de Justice des Communautés Européennes, à Luxembourg.

Ils ont dit...

" Cette personnalité doit être la voix de l'Europe dans le monde, elle doit incarner une présence et une ambition conformes à ce qu'est l'UE. Or d'Haïti à l'Iran, de l'Afghanistan au Yémen, de Cuba aux relations transatlantiques, la voix européenne n'a pas été à ce stade à la hauteur de nos espérances, nous appelons donc à une action énergique pour rectifier le tir et repartir d'un bon pied".

Joseph Daul, Président du PPE, à propos de l'action de Catherine Ashton, Vice-présidente de la Commission et Haute représentante pour les affaires étrangères

Retour sur les auditions des Commissaires...

La rentrée 2010 aura été marquée par le passage obligé des Commissaires désignés sur le grill des commissions compétentes du Parlement européen. Cet exercice, qui s'est déroulé du 11 au 19 janvier, n'est pas anodin. En 2004, les députés européens avaient ainsi poussé José Manuel Barroso à revoir sa copie, suite à des prestations jugées insuffisantes ou inappropriées de certains des Commissaires. M. Barroso, peu désireux de renouveler l'expérience, avait pensé parer à cette (fâcheuse) éventualité, en organisant un séminaire à huis clos pour ses candidats, au mois de décembre, pour les briefer sur le déroulement de ces auditions et les inviter à profiter des fêtes de fin d'année pour réviser leurs dossiers. Certains ont pourtant visiblement décidé de ne pas suivre les conseils du Président

de la Commission. Désignée au poste de Commissaire à l'aide humanitaire, la Bulgare Rumiana Jeleva (cf. photo), a notamment vécu une audition pour le moins difficile. Attaquée pour sa prestation durant son audition et



Source Parlement européen

souçonnée de conflits d'intérêts, la conservatrice bulgare, ancienne Ministre des Affaires étrangères, a dû retirer sa candidature. Elle est remplacée par Kristalina Georgieva, ancienne Vice-présidente de la Banque Mondiale. D'autres Commissaires, pourtant chevronnés, n'ont pas tout à fait convaincu les parlementaires. La néerlandaise Neelie Kroes en

charge de l'Agenda numérique a ainsi été réentendue à huis-clos après une première audition jugée insuffisante. De manière générale, les députés européens ont regretté le manque de volontarisme et de proactivité de certains Commissaires. A noter, à l'inverse, la prestation de Michel Barnier, Commissaire français en charge du convoité portefeuille du Marché Intérieur et des Services, à l'issue de laquelle les députés chargés de l'auditionner se sont montrés très enthousiastes.

Cette fois encore, les auditions n'auront pas été une simple formalité. Au final, le vote d'investiture du Parlement européen a dû être de nouveau repoussé, alors même que l'ancienne Commission était en affaires courantes depuis la fin du mois d'octobre 2009. Il est désormais temps que les affaires

Du renouveau... au Comité des Régions également

Le Comité des Régions, organe consultatif de l'Union européenne qui rassemble les représentants locaux et régionaux de l'Europe, a renouvelé son mandat et élu pour



Source: Comité des régions

l'occasion son président. Pour la première fois de son histoire, c'est une présidente, l'Italienne Mercedes Bresso (S&D, présidente de la région du Piémont), qui siègera pour les deux ans et demi à venir, avant de céder la place à l'Espagnol Ramon Luis Valcarcel Siso (PPE).

Cet accord traditionnel PPE/PSE, que l'on trouve également pour la présidence du Parlement européen, a bien failli être remis en cause avec la candidature de la libérale Flo Clucas, qui s'est finalement retirée suite à un accord entre tous les groupes politiques du CdR. Cependant, une incertitude plane toujours autour de la présidence de Mme Bresso : les élections régionales ont lieu fin mars en Italie. Si elle n'est pas réélue, le groupe socialiste du Comité des Régions devra prendre les décisions en conséquence.

Le saviez vous?

Le Traité de Lisbonne, désormais en vigueur, améliore le statut des régions et des villes au sein du système politique de l'Union européenne et renforce le rôle institutionnel du Comité des Régions : il devra être consulté davantage durant le processus d'adoption des lois de l'UE, et il a désormais le droit de saisir la Cour de Justice de l'Union européenne pour protéger ses propres prérogatives institutionnelles et pour demander l'annulation de nouveaux actes législatifs communautaires qu'il considère comme étant contraires au principe de subsidiarité, dans les domaines d'action où le Traité UE stipule qu'il doit être consulté.

Nouvel accord de coopération entre le Parlement et la Commission

Mardi 9 février, le Parlement a approuvé un nouvel accord-cadre de coopération avec la Commission européenne. Cet accord-cadre organise les relations entre les deux institutions pour cinq ans. Par cet accord, le Parlement met en œuvre les dispositions institutionnelles prévues dans le Traité de Lisbonne, telles que la possibilité de suggérer des initiatives législatives à la Commission (avec obligation d'y répondre sous 3 mois) ou d'être informé au préalable de l'évolution de la négociation des traités internationaux. De plus, selon les termes de cet accord-cadre, la Commission devra donner un préavis avant de retirer des propositions. Par ailleurs, le Parlement s'est engagé à nommer des rapporteurs dès l'adoption du programme législatif par la

Commission.

En outre, l'accord-cadre régit la participation de la Commission aux délibérations du Parlement, l'accès et le traitement d'informations confidentielles.

Toujours selon cet accord, la première heure de chaque session plénière sera consacrée aux questions avec les Commissaires (y compris le Vice-président / Haut Représentant pour les Affaires étrangères), sur le modèle des questions au gouvernement, existant dans de nombreux Etats membres.

Enfin, dans le cadre de la négociation de cet accord-cadre, le Parlement avait poussé pour un renforcement de son rôle dans le Service d'Action Extérieure Européen, par le biais d'une procédure transparente pour la nomination des représentants spéciaux des

ambassadeurs, optant ainsi pour un système d'auditions des grandes nominations diplomatiques, sur le modèle américain. Toutefois, ce point n'a pas été retenu par la Commission lors des négociations. Le Parlement européen bénéficiera cependant d'un statut d'observateur lors des grandes conférences internationales. Dans le cadre des procédures d'audition, le nouvel accord-cadre prévoit que, si le Parlement demande au Président de la Commission de retirer sa confiance à un membre individuel du collège, il « *envisagera sérieusement* » d'exiger la démission du commissaire ou expliquera son refus d'une telle action devant le Parlement lors de la session plénière suivante.

Relance de l'Union pour la Méditerranée

Lancée en grandes pompes le 13 juillet 2008 sous Présidence française de l'UE, l'Union pour la Méditerranée a pour objectif de développer des projets de coopération euro-méditerranéens dans divers domaines: environnement, transports, énergie, culture...

Depuis le début de 2009, le projet avait pourtant dû être mis en sourdine en raison des tensions au Proche-Orient.

La nomination du Jordanien Ahmad Massa'deh (cf.photo), ancien Ambassadeur de Jordanie auprès de l'UE, au poste de Secrétaire Général de l'UPM au cours du mois de janvier 2010, pourrait toutefois relancer le processus. Basé à Barcelone,

avec six adjoints, dont un Palestinien, un Israélien, un Turc et un représentant de la Ligue arabe, sa première mission sera



de préparer le second sommet de l'UPM, prévu pour le mois de juin prochain à Madrid, sous

Présidence espagnole de l'UE. A cette occasion, la France et l'Egypte, qui co-président l'UPM, passeront la main à l'Espagne et au Maroc, qui la co-dirigeront pendant deux ans.

Annonçant cette nomination, Bernard Kouchner, Ministre français des Affaires étrangères a

estimé qu'il « *s'agit maintenant pour l'UPM de rattraper le retard dû aux répercussions sur l'organisation des événements politiques au Proche-Orient de l'année dernière.* »

Des développements intéressants devraient donc intervenir rapidement. A suivre.

Afin d'accompagner au mieux les entreprises et organisations intéressées par les projets de l'UPM, Euralia a lancé début 2010, son nouveau département Euraliamed, en charge de l'Euro-Méditerranée. N'hésitez pas à nous contacter pour tous renseignements.

Un Sommet européen à enjeux

Alors que l'Union européenne traverse un période compliquée (instabilité de la zone euro, remise en cause de la méthode communautaire au Sommet de Copenhague, couacs dans l'aide européenne à Haïti, report du sommet avec les Etats-Unis, transition institutionnelle), la réunion informelle des Chefs d'Etat et de gouvernement le 11 février à Bruxelles suscitait de nombreuses attentes. Convoquée à l'initiative du nouveau Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy (cf. photo), cette réunion constituait pour lui l'opportunité de démontrer qu'il était le vrai président de l'UE, lui qui a demandé de pouvoir présenter en solo les conclusions du sommet de Bruxelles devant les journalistes. Sans surprise, ce sont les questions économiques qui ont dominé l'ordre du jour de la réunion, et plus spécifiquement le sort de la Grèce. A ce titre, une déclaration assurant la solidarité de l'UE avec cet Etat membre a été adoptée sans en préciser cependant les modalités pratiques. Tout en soulignant la responsabi-



Source: Dotspot

lité partagée de tous les Etats ayant adopté la monnaie unique, la déclaration appelle le Conseil ECOFIN du 16 février à adopter les recommandations de la Commission qui se propose de surveiller avec la BCE la mise en œuvre des mesures de sauvegardes mises en œuvre par la Grèce.

La stratégie UE 2020, censée remplacer l'actuelle stratégie de Lisbonne, a également été abordée : les dirigeants européens ont préconisé davantage d'objectifs quantifiables et différenciés, adaptés selon les Etats membres, et ont ouvert la voie à un gouvernement économique européen, à un meilleur contrôle des engagements pris, et à une participation accrue au processus décisionnel mondial, notamment au G20. En revanche, la question du climat – pourtant attendue, à la suite du Sommet de Copenhague – a été survolée, mais elle figurera en bonne place sur l'ordre du jour du prochain Sommet en mars. Par ailleurs, la Haute représentante Catherine Ashton a fait savoir qu'un besoin urgent d'assistance militaire sup-

plémentaire pour Haïti se faisait sentir.

Les enjeux de personnes et d'alliances – autre enjeux de ce sommet – ont quant à eux connu des développements intéressants. Herman Van Rompuy a relativement bien réussi à s'imposer, notamment en communiquant les résultats devant le perron de la bibliothèque Solvay, où les journalistes attendaient les conclusions du Sommet. Le couple franco-allemand a quant à lui multiplié les signes de bonne entente ainsi que sa volonté de prendre le leadership. Notamment, les Chefs d'Etat français et allemand ont annoncé les modalités de leur soutien à la Grèce à huis clos avec le Premier Ministre grec, sous forme d'une rencontre bilatérale précédant la réunion avec l'ensemble des Etats membres, avant que ces résolutions soient adoptées par l'ensemble des 27. Ils ont ensuite tenu conjointement une conférence de presse à l'issue du Sommet pour exprimer leur satisfaction sur ses résultats et sur leur volonté commune de continuer à faire avancer la gouvernance économique.

Ce document est le fruit d'un travail collectif.
Les analyses et les propos repris n'engagent que leurs auteurs.



Conseil en affaires européennes
Rue du Luxembourg, 19-21
1000 Bruxelles
Tél: +32 2 506 88 20
Fax: +32 2 506 88 25
Email: info@euralia.eu

A propos d'Euralia...

La vocation d'Euralia est d'aider les entreprises et associations professionnelles à comprendre l'environnement politique et législatif communautaire pour anticiper les changements et être entendus sur la scène européenne.

Sa notoriété est le fruit du respect d'une stricte déontologie, de la compétence de ses consultants et de la qualité de ses relations avec les institutions communautaires.

Sa clientèle est composée d'entreprises industrielles et de services, d'organisations professionnelles, ainsi que de collectivités territoriales et d'ONG.

Euralia offre une gamme très complète de services personnalisés:

- Veille législative, réglementaire et normative;
- Représentation permanente d'intérêts;
- Communication institutionnelle et relations publiques;
- Identification et montage de projets européens;
- Formation aux affaires européennes

Visitez notre site Internet!

www.euralia.eu